
Le poids de nos handicaps

Sophie Niang

*« Enfant de banlieue, on grandit dans la peur,
celle qu'on éprouve et celle qu'on inspire. »*

Abdel Malik, rappeur

Ces mots, tous les jeunes issus de banlieue auraient pu les écrire ou les dire, car ils résonnent en nous. Et pourtant nous sommes des individus tout ce qu'il y a de plus singuliers. Certains ont des parents immigrés, d'autres sont des enfants de banlieue. Et puis, il y a celles qui ont fait le choix de porter le voile. Et enfin, il y a nous, les « comme moi », qui sommes un peu de tout ça. Quand on accumule autant de handicaps, tout devient plus complexe que pour les autres jeunes du même âge. On nous voit d'abord à travers toutes ces caractéristiques et le fait d'être en plus de la gente féminine n'arrange en rien les choses.

Aujourd'hui, être un jeune n'est pas de tout repos dans une société où la jeunesse n'a pas encore trouvé sa place. Mais qu'en est-il lorsque l'on correspond à tous les stéréotypes de ce que déteste une certaine France ? Ces termes peuvent sembler dérisoires, voire démesurés, et pourtant, c'est bien une réalité. Quand dans ce contexte social, on vient de la banlieue, qu'on soit fils ou fille d'immigrés et de surcroît voilée, la société ne nous voit pas d'un bon œil. On est vite stigmatisé, car on ne répond pas aux normes de la société française traditionnelle. Et on a beau dire qu'on est française avant tout, que ce voile on l'a choisi, mais en revanche notre couleur de peau non, même si on n'en est pas moins fière, peu font l'effort de nous comprendre. Il faut bien l'appréhender, ce processus de stigmatisation n'a pas commencé par hasard, il y a des facteurs déclencheurs, comme on dit « il n'a pas de fumée sans feu ». En tout cas en ce qui concerne la banlieue.

Dès le début, le mot « banlieue » est négatif, il désigne le territoire à la périphérie de la ville, donc territoire de relégation et de marginalisation. Ces logements construits pour loger les classes populaires et ouvrières se sont vus, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, accueillir des familles d'immigrés d'anciennes colonies françaises. Et dans un contexte de hausse démographique avec le *baby-boom*, on s'est mis à construire des logements sociaux appelés « cités » ou « grands ensembles ». Les populations connaissent un taux de chômage très faible du fait de l'implantation des usines sur ces territoires afin de se rapprocher de la main d'œuvre. C'est à partir de 1975 qu'apparaissent les premiers problèmes des banlieues avec la crise pétrolière et celle de l'automobile. Dans les années 1980, début des années 1990, le chômage envahit de plus en plus la France. Il est cependant plus important dans ces territoires isolés. Cela plonge ces zones d'habitation dans la précarité. Il devient alors difficile, pour les parents, de subvenir aux besoins de leur famille bien souvent nombreuse.

Actuellement, on en est au même point. Malgré différentes politiques publiques, rien n'a changé dans les banlieues. On rénove des immeubles sans prendre en compte ce qui se passe à l'intérieur des logements. Nous voyons nos quartiers se transformer sans nous. Les politiques essaient de mettre en place des dispositifs auxquels les jeunes n'adhèrent pas, car ils ne s'y retrouvent pas. Et les banlieues ne font parler d'elles et on ne s'y intéresse que lorsque des événements tragiques s'y passent. Dans ces circonstances, les représentations des jeunes issus de ce milieu ne peuvent qu'être dévalorisantes. Le mot banlieue étant assimilé à la délinquance, à la violence, à l'immigration, à la drogue, à la déscolarisation, à la radicalisation, etc. Autant de termes que de négativité. La vie dans les cités est souvent fantasmée et les clichés relayés par certains médias n'ont fait que nourrir cette représentation négative. Au final, qui est mieux placé que nous, habitants de ces quartiers populaires, pour décrire notre quotidien et rétablir un certain équilibre. Nous inviter lorsque l'on débat de nos quartiers et de nos modes de vie sur les plateaux télévisés serait donc le bienvenu. Il ne s'agit pas d'édulcorer la réalité, mais de tenter d'être juste et de montrer le positif comme le contraire.

L'image de la banlieue est tellement sombre que, consciemment ou inconsciemment, qu'on soit issu de milieux favorisés ou défavorisés,

banlieusards ou non, c'est ancré en nous. Nous ne nous représentons toujours ces territoires que par la négation. Cela est plus grave lorsque même, en ayant été victime de ce stigmat, on le reproduit. On parle dans ce cas d'auto stigmatisation ou stigmatisation « internalisée ». Littéralement, on peut définir cela comme l'acceptation et l'intégration des jugements négatifs envers sa personne, comme si cela définissait qui on est réellement. Ce processus débute lorsque l'on intériorise ces opinions dévalorisantes et que cela prend le dessus sur ce qu'on est réellement. C'est d'autant plus dévastateur lorsque cela provient de la société dont on est issu. Car en réalité tous ces stéréotypes attribués aux jeunes de banlieue, qu'ils soient avérés ou non, sont engendrés par la société elle-même.

Dans *Stigmat*, Erving Goffman (1975, p. 7) définit le stigmat comme « la situation de l'individu que quelque chose disqualifie et empêche d'être pleinement accepté par la société ». Il ressort, dans ce cas, une sorte « d'exclusion sociale ». L'auteur nous parle de la stigmatisation comme d'un processus social relationnel axé sur trois types d'identités : sociale, personnelle et de soi. Notre « identité personnelle », c'est-à-dire ce que l'on est de manière visible, vient renverser le rôle que l'on est supposé incarner aux yeux du public appelé « identité sociale virtuelle ». Ce bouleversement disqualifie alors l'individu en révélant « une identité sociale réelle » : ce que l'on devient alors réellement aux yeux du public. Dévalorisé, ce processus engendre des conséquences dommageables pour « l'identité de soi ».

Prenons le cas des jeunes déscolarisés. Ils ont, pour certains, des parents analphabètes qui sont dans l'incapacité de les assister pour leurs travaux scolaires à la maison. Bien souvent, lors des réunions parents-professeurs, ils n'arrivent pas à communiquer avec les enseignants du fait de la barrière de la langue. Ce sont alors les jeunes eux-mêmes qui s'improvisent interprètes. Si je suis jeune, avec des difficultés scolaires ou des problèmes de comportements, mes parents ne comprenant pas ce que le professeur verbalise, ne vais-je pas tourner la discussion en ma faveur et, pour finir, raconter aux deux parties ce qui est le plus arrangeant pour moi ? Les professeurs affectés dans les collèges et les lycées sont des stagiaires ou des vacataires. Près du quart des postes dans les établissements réputés difficiles sont affectés à des « néo-titulaires », contre 18,8 % sur le reste du territoire national, selon un rapport de la Cour des comptes paru en mai 2013 sur les enseignants.

Ces professeurs ne connaissent ni la réalité de ces territoires ni les difficultés que nous rencontrons. On ne partage avec eux aucun code, aucune norme ni valeur. Et certains d'entre nous ne se retrouvent pas dans ce que l'école peut proposer. Ils la voient comme un lieu d'exclusion, car le capital culturel transmis par les parents nous met en difficulté puisque la culture savante est la seule qui est reconnue dans l'Éducation nationale.

Pierre Bourdieu parle, dans son article « L'ordre des choses » (1991), de stigmatisation « ethnique ». Selon lui, ces jeunes déjà repérés et dépréciés se retrouvent surexposés aux stigmatisations en milieu scolaire. Cela a amené Éric Debarbieux, dans « Violence et ethnicité dans l'école française » (1998), à se pencher sur la problématique de l'humiliation, de la stigmatisation et d'une image de soi dévalorisée des élèves d'origine immigrée dans les établissements scolaires. Comme si cette représentation sociale sur la banlieue venait dépeindre la place qu'on nous attribue au sein de l'école. Le discours dominant de l'institution est la démission parentale. Les mots du corps éducatif peuvent parfois être très sévères envers nous et nos parents sur la mauvaise éducation, le laxisme ou encore le manque de repères. Pour celles et ceux d'entre nous qui se sont accrochés et ont obtenu leurs diplômes, parce que les parents ont mis les moyens pour que cette réussite ait lieu ou qu'ils ont tout simplement fait le choix de déménager ou de les sortir du lycée de secteur, ils vont se retrouver heurtés à une autre réalité, celle de la discrimination à l'embauche.

Le taux de chômage en banlieue est trois fois plus élevé que dans les villes selon l'ONPV (Observatoire national de la politique de la ville). Les femmes n'échappent pas à la règle. En effet, celles issues des quartiers prioritaires sont fortement exposées à l'inactivité : 48 %. Ajoutons à cela que, dans nos quartiers, les plus grands qui se sont accrochés et ont réussi à avoir des diplômes n'ont pas accès à l'emploi ou ont des emplois précaires de type intérim, Contrat à durée déterminée (CDD) et souvent à temps partiel. Selon une étude de 2018 de l'ONPV, 25 % de la population de ces territoires sont au chômage, soit 15 points de plus que la moyenne nationale. Cela touche 45 % des jeunes de moins de 25 ans, alors que la moyenne nationale est de 25 %. En outre, les banlieues comptent 44 % d'inactifs soit 20 points de plus que la moyenne nationale.

Pour Renaud Epstein, lors d'une interview accordée au journal

l'Humanité le 13 mai 2013, les diplômés issus de ces territoires en dehors des agglomérations subissent ce qu'on appelle « l'effet quartier ». Malgré « la charte de la diversité » (1) signée par plus de 200 entreprises françaises, lorsqu'on n'a pas la bonne adresse, il est très difficile de trouver un patron qui puisse faire abstraction de notre lieu de vie. Force est de constater que toutes ces politiques publiques auxquelles adhèrent ces entreprises restent des leurres. Les émeutes urbaines naissent des situations économiques ou sociales désastreuses et plus précisément du chômage qui touche ces jeunes. Ces situations sont bien souvent révoltantes quand on sait que le fait d'habiter dans tel ou tel endroit est un obstacle à notre insertion professionnelle.

Le handicap, c'est aussi lorsque ses croyances religieuses ne répondent pas aux normes sociales et que, de ce fait, on est considéré comme déviant. Avec 4,9 millions de fidèles, selon l'Institut national de la statistique et des études économique (INSEE), l'islam est aujourd'hui la deuxième religion en France. Ces populations immigrées dont font partie nos parents et grands-parents sont arrivées sur le territoire français dans les 1960. Cette ancienne génération, dans un souci d'intégration, a vécu sa religion sur un mode communautaire et invisible. Mais avec les jeunes nés et socialisés en France, les choses ont changé. C'est sans tabou qu'on revendique notre double appartenance et parfois de manière visible dans l'espace public : port du voile, ramadan, etc.

Rappelons-le, la France est un pays laïc, mais la laïcité n'est-elle pas supposée garantir aux croyants et aux non-croyants le même droit de liberté d'expression de leurs convictions? Ce principe républicain est-il au-dessus de la liberté de croire ou de ne pas croire? Laïcité et liberté religieuse sont-elles conciliables dans notre société actuelle? Autant de questions qu'on se pose, nous, enfants de la république refusant d'intérioriser toutes les normes et les valeurs du pays qui a fait hospitalité à nos parents. Ne sommes-nous pas leur contre-exemple, eux qui se faisaient tous petits et n'éprouvaient aucune légitimité à se faire entendre tandis que nous, nous nous rendons visibles avec ce voile? Certains se lâchent même dans les médias pour dire qu'on est un produit de la banlieue qui ne forme que des jeunes terroristes

(1) Texte d'engagement proposé à la signature de tout employeur qui souhaite, par une démarche volontariste, agir en faveur de la diversité et dépasser ainsi le cadre légal et juridique de la lutte contre les discriminations.

(interview France inter, 27 mars 2018). Pour eux, la norme veut que les femmes s'étant battues pour leur émancipation et leur liberté ne doivent pas accepter de porter un objet aussi asservissant. En portant, cet objet de soumission de la femme qu'est le voile, on transgresse la norme sociale. On est donc considérées comme déviantes.

Pour Emmanuel Jovelin (2009), on peut distinguer trois situations qui peuvent conduire au port du voile. Il y a tout d'abord le « foulard traditionnel », porté par les femmes d'un certain âge comme un signe de leur identité d'origine, de leur héritage culturel. Il y a ensuite le voile chez les adolescentes qui peut être mis pour faire plaisir aux parents, il peut être aussi un moyen de sortir de la maison familiale. Il peut également être porté sous la contrainte du père, d'un grand frère ou des jeunes de quartiers. Et enfin, on a ce que l'auteur appelle le « hijab revendiqué ». Cette dernière situation est vécue par ces jeunes femmes entre 16 et 25 ans comme une forme d'auto-affirmation de ses origines et de sa religion vis-à-vis de la société.

En pointant du doigt les jeunes de banlieue, les médias participent au processus de stigmatisation en alimentant des représentations sociales, n'hésitant pas à nous taxer nous, jeunes banlieusards, d'apprentis islamistes. Sans cesse dans la recherche du sensationnel, 1284 articles, enquêtes, reportages, chroniques ont été réalisés par *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro* sur le voile des jeunes filles dans les établissements scolaires entre septembre 2003 et février 2004. Soit, en moyenne, deux articles par jour comme l'indique Pierre Tévanian dans *Le voile médiatique. Un faux débat : « l'affaire du foulard islamique »* (2005). Cette surreprésentation des jeunes femmes voilées démontre une chose, la tenue de la femme importe plus dans notre société actuelle que le savoir qu'elle peut avoir, ou même la liberté fondamentale d'aller et venir dont elle est supposée jouir. Le média télévisé ou la presse écrite donnant peu ou pas la parole aux personnes concernées, nous, les femmes qui avons fait le choix de porter le voile, il est difficile d'avoir une image favorable de nous dans la société. Alors que majoritairement, nous sommes de ferventes défenseurs de la laïcité, autonomes, instruites et indépendantes. Cela n'exclut pas qu'il existe des jeunes filles/femmes contraintes de se voiler, mais elles ne constituent pas la globalité.

Force est de constater qu'il existe aujourd'hui un « féminisme de circonstance » de ces personnes qui se disent féministes uniquement

lorsqu'il s'agit de donner un avis sur le port ou non du « voile islamique » en France, sans pour autant se soucier des discriminations que subissent ces femmes à l'embauche. Pour être aujourd'hui accepté dans la société, il faut à tout prix s'éloigner le plus loin possible des stéréotypes qui consistent à ne pas porter de foulard, condamner avec fermeté tous les attentats commis dans tous les pays du monde par des supposés musulmans, et vouer une dévotion profonde à la république. Nous, jeunes de banlieue, n'avons-nous pas été « choisis » par la société afin d'être son bouc émissaire? Car, indéniablement, pour garder sa cohésion, chaque société n'a-t-elle pas besoin d'un bouc émissaire afin de lui déverser tous ses maux? Les problèmes qui nous touchent tel que le chômage, la précarité, la déscolarisation touchent pourtant l'ensemble du territoire! Mais nos politiques ont tendance à oublier que nous sommes tous concernés. Ils préfèrent pointer du doigt nos défaillances et nos carences plutôt que de se mobiliser pour trouver des solutions aux problèmes que nous rencontrons. Les politiques publiques mises en place sont pour nous encadrer et nous contrôler, et lorsqu'on sort du cadre tous les projecteurs sont tournés vers nous. Nous nous sentons avant tout banlieusard et ce sentiment d'appartenance prenant le dessus sur notre nationalisme, on est considéré comme inapte à une vie en société donc nous nous retrouvons parqués entre nous avec souvent très peu d'issues. On traîne avec nous des handicaps, tous plus contraignants les uns que les autres et, pour réussir à nous élever socialement, nous nous devons de quitter les nôtres et ces quartiers qui nous ont vus naître. On fait le choix de partir pour nous débarrasser du frein que nous impose notre lieu habitation. En partant, nous prenons conscience que cette fraternité, tout comme cette convivialité, nous ne le retrouverons nulle part ailleurs. Malgré les « galères » (Dubet, 1995), le poids de nos origines ou de notre appartenance religieuse, on reste des « frères ». « Frère », ce mot désignant celui qui est né du même père ou de la même mère ou de l'un des deux parents seulement, constitue un symbole de solidarité chez nous, en banlieue. Fille ou garçon, c'est ainsi qu'on s'appelle. Mais après tout, la république ne met-elle pas le terme de « fraternité » sur les frontons de ses mairies et de ses écoles? Durant cet exil, on essaie de perdre notre accent qui est si propre à notre chère banlieue, nous tentons, tant bien que mal, de nous conformer aux normes de la société. Malheureusement, nous serons toujours trahis

par un « wesh », un « mon frère » ou tout simplement par ce débit mitraillette et notre façon brutale d'achever nos phrases et de prononcer les « r ». Ce marqueur social, qui nous colle à la peau, est encore une autre source de discrimination. Il nous est souvent préjudiciable lors d'un rendez-vous professionnel. Cette discrimination linguistique illégitime, voire illégale, est décrite par Philippe Blanchet (2017) comme étant de la « glottophobie ». Selon l'auteur, cette forme de discrimination est très souvent ignorée alors que cela concerne des millions de personnes. Les individus concernés sont méprisés, voire rejetés, pour leur accent, leur façon de parler ou alors leur vocabulaire, car cela ne correspond pas au langage de la population dominante. De temps à autre, on retrouvera l'un d'entre nous sur un plateau télévisé, mais bien sûr, c'est pour opposer le contraste avec ceux qui se révoltent contre la société en brûlant des voitures, en dégradant les institutions ou en se radicalisant. On tente de montrer que lorsqu'on s'intègre sans poser de question, en refoulant nos origines et en camouflant nos croyances, en faisant également le choix de quitter ces zones de non-droit, on peut s'en sortir. Nous avons conscience que la société nous méprise, que quelque chose chez nous dérange. Tout, chez nous, renvoie à la société son échec, ce qui lui renvoie à son tour un sentiment de crainte à notre égard.

La société toute entière est concernée par les problèmes qui nous touchent. La violence, qui peut être employée par certains d'entre nous pour manifester notre colère, est en quelque sorte une manière de dénoncer et de tirer la sonnette d'alarme sur les maux de nos banlieues.

Sophie Niang est étudiante en formation
d'assistante de service social à l'IRTS Champagne Ardenne.

Bibliographie

Blanchet, Phillipe, *Discriminations : combattre la glottophobie*, Paris, Actes Sud, 2017.

Bourdieu, Pierre, « L'ordre des choses. Entretien avec deux jeunes du nord de la France » in

Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n° 90, 1991, pp. 7-19.

Castel, Robert, *La discrimination négative. Citoyens ou indigènes?*, Paris, Seuil, 2007.

- Debarbieux, Éric, « Violence et ethnicité dans l'école française », in *Revue Européenne des Migrations Internationales*, n° 14-1, 1998, pp. 77-91.
- Derville, Grégory, « La stigmatisation des “jeunes de banlieue” », in *Communication et Langages*, n° 113, 1997, pp. 104-117.
- Dubet, François, *La galère : jeunes en survie*, Paris, Seuil, 1995.
- Epstein, Renaud, « La rénovation urbaine est loin d'être le succès incontestable qu'on nous vend », entretien au journal *l'Humanité*, 13 mai 2013.
- Goffman, Ervin, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975.
- Jovelin, Emmanuel, « Sociologie de la femme voilée. Du voile hérité au voile révélé », in *Pensée Plurielle*, n° 21, 2009, pp. 113-125.
- Tevanian, Pierre, *Le voile médiatique. Un faux débat : « l'affaire du foulard islamique*, Paris, Raisons d'agir, 2005.
- Tourrilhes, Catherine, *Construction sociale d'une jeunesse en difficulté. Innovations et ruptures*, Paris, L'Harmattan, 2008.